

# LES COMPTES DE LA NATION EN 1993

Magali Demotes-Mainard, Division Synthèse générale des comptes nationaux, Insee

**F**aute d'un soutien par la demande tant intérieure qu'étrangère, l'économie française trébuche en 1993 : le volume du produit intérieur brut recule de 1 %. Après deux années de conjoncture hésitante, une récession brève mais sévère intervient fin 1992 et début 1993, dégradant fortement la situation de l'emploi et des finances publiques. Toutefois, trois acquis sont consolidés : la balance des opérations courantes dégage un solde nettement positif, les entreprises préservent une situation financière relativement satisfaisante, et l'inflation apparaît durablement maîtrisée.

Après deux ans de ralentissement, l'économie française a connu une récession fin 1992 et début 1993. Tandis que la demande extérieure s'affaissait à la suite de la dégradation de la situation allemande et de l'appréciation relative du franc, les anticipations des entreprises et des ménages français se sont fortement détériorées. Malgré un redressement progressif en cours d'année, le bilan reste sévère en moyenne annuelle : le produit intérieur brut recule de 1 % en volume en 1993.

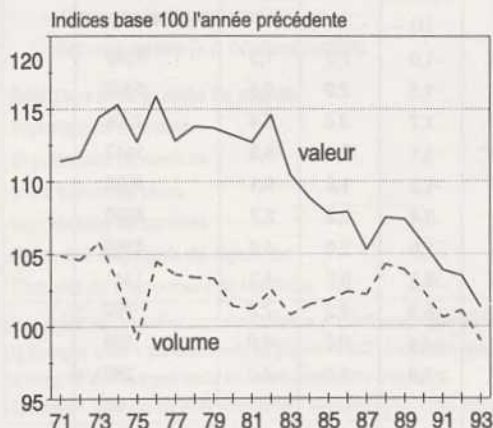
La perte générale de dynamisme pèse tout d'abord sur les ménages qui subissent la détérioration de la situation du marché du travail et la modération des revenus salariaux. En effet, contraintes par la concurrence intérieure et étrangère, les entreprises cherchent à maîtriser leurs charges. Les pouvoirs publics atténuent le coût social d'une telle situation au prix d'un creusement de leurs déficits. Mais, par ailleurs, l'accroissement des excédents extérieurs signifie que l'économie dans son ensemble dispose de capacités de financement.

## L'emploi paye un lourd tribut à la crise

L'effet sur l'emploi du creux d'activité de 1993 est particulièrement marqué, bien que les ajustements de la durée du travail (chômage partiel, temps partiel) visant à éviter les licenciements aient été importants, et que les négociations entre partenaires sociaux aient privilégié l'emploi au détriment des hausses de salaire. Par rapport à la moyenne de l'année précédente, on estime actuellement que 255 000 postes de travail ont été supprimés, s'ajoutant à la perte nette de 188 000 emplois en 1992. Le chômage touche ainsi 11,6 % de la population active en moyenne annuelle, soit 2,9 millions de chômeurs.

L'industrie, le bâtiment et les travaux publics concentrent, encore en 1993, l'essentiel des disparitions nettes d'emploi. Malgré une remontée en cours d'année, les effectifs du tertiaire marchand reculent nettement en moyenne annuelle. Comme l'année précédente, seuls les services non marchands augmentent leurs effectifs en 1993 : les embauches au titre des "contrats emploi-solidarité" se sont poursuivies et la création d'emplois familiaux a continué à être soutenue par les dispositions fiscales de 1992. L'emploi a réagi avec un léger décalage au redémarrage de l'activité en cours d'année. La dégradation du marché du travail s'est en effet tempérée à l'été : on observe depuis lors une reprise des contrats d'intérim et des contrats à durée déterminée.

### ① Évolution du PIB en valeur et volume



Source : Comptes nationaux, Insee

## Le recul touche tous les secteurs d'activité

Après la stagnation de 1992, l'activité industrielle subit une forte récession : la production manufacturière recule de 5,3 % en volume. Le redressement qui a succédé à un très mauvais premier semestre a été modeste. L'industrie automobile est la plus touchée et souffre encore en fin d'année, tandis que les perspectives s'améliorent pour les biens d'équipement professionnel et pour certains secteurs des biens intermédiaires. Même s'ils sont affectés par le repli des achats des ménages au quatrième trimestre, les biens de consommation résistent relativement mieux. Le recul de l'activité du bâtiment et des travaux publics s'accroît en 1993 : 3,9 % en volume. Malgré des signes de reprise à l'automne, cette année est la plus mauvaise depuis la seconde guerre mondiale pour les mises en chantier de logements. Le secteur des bureaux subit également les contrecoups de la crise. Seul l'entretien-amélioration résiste grâce aux commandes des HLM et des particuliers, sensibles aux incitations fiscales du plan de relance.

Les activités de service, après deux années de stagnation, affichent un recul de 1,6 % en volume (hors services de santé). Parmi les services aux entreprises, les prestations de logistique (sécurité, nettoyage, fourniture de personnel, etc.) sont désormais autant touchées que les activités de conseil. Les services aux particuliers souffrent d'une relative désaffection de leur clientèle. Par comparaison, la croissance des services de santé (+ 3,7 % en volume) paraît enviable : elle ralentit toutefois par rapport aux années précédentes, notamment à cause des mesures visant à redresser les comptes de l'assurance-maladie.

## Une défaillance générale de la demande

Toutes les composantes de la demande en biens et services se sont dérobées en 1993. La consommation des ménages, déjà freinée les deux années précédentes, ne croît plus que de 0,4 % en volume. Cette évolution, la plus faible constatée depuis trente ans, traduit un plafonnement de la

consommation par tête. La baisse est plus particulièrement marquée sur l'automobile, l'habillement et le tabac. Les investissements des ménages (achats de logements) et ceux des entreprises continuent à reculer nettement en volume : respectivement 4,4 % et 6,8 %. Pour les entreprises, les investissements de capacité avaient été les premiers touchés, mais les dépenses de modernisation sont désormais affectées. Là aussi, la situation s'améliore en cours d'année : la baisse de l'investissement s'enraye et, après trois ans de baisse, les taux d'utilisation des capacités de production industrielle se redressent à la fin de 1993.

L'ajustement à la baisse des stocks, qu'il s'agisse de produits finis ou de matières premières, s'accroît en 1993. En l'absence de tensions sur les capacités de production et de perspectives de reprise rapide, et face à des baisses de prix, les entreprises ont cherché à alléger leurs charges d'exploitation en réduisant massivement leurs stocks.

Enfin, les exportations reculent de 0,4 % en volume. Néanmoins la contribution du solde extérieur à la croissance de l'activité est positive en raison d'une baisse plus marquée des importations : -3,1 % en volume. Conforté en outre par une amélioration des termes de l'échange due aux mouvements de parités, l'excédent des échanges extérieurs de biens et services passe ainsi de 93 milliards à 155 milliards de francs. Les ventes françaises

à l'étranger ont pâti de la récession qu'ont connue les autres pays d'Europe continentale, mais se sont sensiblement améliorées vers les États-Unis et les pays d'Asie, où l'activité a été soutenue en 1993.

## Les entreprises reconstituent leurs marges de manœuvre financières

La hausse des prix de production des biens et services non financiers reste très limitée (+ 0,7 %) et ne compense pas la baisse du volume : la production recule aussi en francs courants. Toutefois, les entreprises non financières ont réduit plus que proportionnellement leurs coûts d'approvisionnement, ce qui leur permet de stabiliser leur valeur ajoutée (- 0,1 %). De même, elles ont maintenu leurs coûts salariaux au niveau de l'année précédente par des réductions d'emploi et des augmentations modérées du salaire par tête. Leurs frais financiers cessent de croître, en raison notamment de la baisse des taux d'intérêt. Les sociétés non financières limitent ainsi à 0,7 % le recul de leur épargne.

Contrastant avec la quasi-stabilité des résultats courants, la nouvelle réduction de l'effort d'investissement, et surtout le déstockage d'une ampleur exceptionnelle, contribuent à améliorer sensiblement la situation financière globale des sociétés non financières.

### 1 Évolution des ressources et des emplois de biens et services en 1993

	Valeurs 1992 en milliards de francs	Évolutions 1993, en %			Valeurs 1993 en milliards de francs
		Volume (1)	Prix	Valeur	
Produit intérieur brut (PIB)	6999	-1,0	2,3	1,3	7089
- PIB marchand	5854	-1,5	2,0	0,5	5882
- PIB non marchand	1145	1,7	3,6	5,4	1206
Importations	1528	-3,1	-2,3	-5,3	1447
<b>Total des ressources et des emplois</b>	<b>8527</b>	<b>-1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>	<b>8535</b>
Consommation finale des ménages	4188	0,4	2,3	2,7	4300
Consommation finale des administrations	1336	1,0	2,9	4,0	1389
Formation brute de capital fixe	1399	-4,3	0,2	-4,2	1341
- sociétés et entreprises individuelles	753	-6,8	-0,2	-7,0	700
- ménages	370	-4,4	0,5	-4,0	356
- administrations publiques	242	2,9	1,0	4,0	252
Variation de stocks	-18				-96
Exportations	1621	-0,4	-0,8	-1,2	1602

(1) Tous les volumes sont évalués ici aux prix de l'année précédente

Source : Comptes de la Nation 1993, Insee,

② Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

	Milliards de francs courants				Indices d'évolution (%)			
	1990	1991	1992	1993	1990	1991	1992	1993
<b>Produit intérieur brut</b>	6509	6764	6999	7089	5,7	3,9	3,5	1,3
- <i>Produit intérieur brut marchand</i>	5494	5688	5854	5882	5,7	3,5	2,9	0,5
- <i>Produit intérieur brut non marchand</i>	1016	1076	1145	1206	5,6	6,0	6,4	5,4
<b>Répartition de la valeur ajoutée brute des entreprises</b>								
Rémunération des salariés	2308	2416	2485	2488	7,3	4,7	2,9	0,1
Impôts nets liés à la production	271	272	277	280	10,8	0,7	1,8	1,0
Excédent brut d'exploitation	1871	1915	1950	1939	3,9	2,3	1,8	-0,6
- <i>Sociétés et quasi-sociétés non financières</i>	1143	1190	1212	1204	2,9	4,1	1,8	-0,6
- <i>Entreprises individuelles</i>	728	725	738	735	5,6	-0,4	1,8	-0,5
<b>Sociétés et quasi-sociétés non financières</b>								
Revenus de la propriété de l'entreprise nets versés	419	429	454	453	10,0	2,3	5,7	-0,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	134	125	95	92	2,1	-6,6	-24,2	-3,1
Épargne brute	596	640	662	657	-0,8	7,3	3,5	-0,7
Formation brute de capital fixe	667	676	655	608	7,5	1,4	-3,2	-7,1
Variation de stocks	55	27	-23	-104				
Besoin de financement	-149	-80	25	152				
Taux de marge (1)	32,5	32,4	32,1	31,8				
Taux d'autofinancement (2)	80,8	89,4	103,7	127,9				
<b>Ménages (y compris entreprises individuelles)</b>								
Excédent brut d'exploitation	1177	1210	1262	1295	6,0	2,8	4,3	2,6
Salaires nets reçus	2013	2124	2185	2211	6,9	5,5	2,9	1,2
Prestations sociales reçues	1492	1589	1688	1798	6,4	6,5	6,2	6,5
Intérêts et dividendes nets reçus	162	225	243	256	8,1	39,1	8,0	5,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	392	461	480	507	6,3	17,7	4,1	5,7
Revenu disponible brut	4413	4649	4865	5012	6,6	5,3	4,7	3,0
Consommation finale	3861	4038	4188	4300	5,6	4,6	3,7	2,7
Épargne brute	552	611	677	711	14,1	10,8	10,8	5,1
Formation brute de capital fixe	468	468	468	448	4,1	0,0	0,0	-4,4
Capacité de financement	135	205	255	311				
Taux d'épargne (3)	12,5	13,1	13,9	14,2				
Taux d'épargne financière (4)	3,1	4,4	5,2	6,2				
<b>Administrations publiques</b>								
Ensemble des recettes fiscales	1531	1603	1627	1669	5,6	4,7	1,5	2,6
Cotisations sociales effectives reçues	1254	1304	1362	1391	6,3	4,0	4,4	2,1
Prestations sociales versées	1382	1474	1566	1672	6,4	6,7	6,2	6,8
Subventions et aides versées	176	182	198	206	6,4	3,0	8,9	4,4
Consommation finale	1170	1238	1318	1370	5,8	5,8	6,5	4,0
Formation brute de capital fixe	212	231	242	252	3,4	9,0	4,9	4,0
Capacité de financement	-101	-146	-275	-412				
- <i>Administrations publiques centrales (Etat+ODAC)</i>	-102	-114	-211	-317				
- <i>Administrations publiques locales</i>	-5	-13	-15	-3				
- <i>Sécurité sociale (y.c. hôpitaux publics)</i>	5	-19	-49	-92				
<b>Relations avec le reste du monde</b>								
Exportations de biens	1173	1219	1247	1198	3,3	3,9	2,4	-3,9
Exportations de services	295	316	374	403	7,0	7,0	18,5	7,9
Importations de biens	1274	1303	1269	1165	3,6	2,3	-2,6	-8,2
Importations de services	196	209	259	282	13,0	6,4	24,1	8,9
Solde des opérations de répartition	-82	-62	-86	-77				
Capacité de financement de la Nation	-84	-40	7	77				

(1) Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée, en %

(2) Epargne brute + transferts nets en capital / FBCF + variation des stocks + acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels, en %

(3) Rapport de l'épargne brute au revenu disponible brut, en %

(4) Rapport de la capacité de financement au revenu disponible brut, en %

Source : Comptes de la Nation 1993, Insee.

Ainsi, pour la deuxième année consécutive, elles dégagent une capacité de financement.

Les institutions financières se distinguent par une forte croissance de leur valeur ajoutée (+ 7,2 %). Cette évolution résulte en premier lieu du développement des services facturés à la clientèle et des activités de marché, dopées par la volatilité accrue des changes et des taux d'intérêt. En outre, dans un contexte de distribution de crédits particulièrement ralentie, les banques ont poursuivi la restauration de leur marge d'intérêts. Au total, elles dégagent une capacité de financement accrue qui leur permet de couvrir les importantes provisions pour risques qu'elles constituent encore en 1993.

### Les déficits publics se creusent

La dégradation de l'activité, et plus particulièrement de la situation de l'emploi, pèse sur les finances publiques. Les prestations sociales versées par les administrations publiques augmentent de 6,8 %, tirées par la croissance des versements au titre du RMI, des mesures en faveur des chômeurs de longue durée, des préretraites, des allocations aux adultes handicapés et des allocations-logement. Les prestations de l'UNEDIC elles-mêmes n'augmentent que de 3,7 %, du fait de l'instauration de l'allocation unique dégressive.

La forte croissance des aides accordées aux entreprises au titre des mesures en faveur de l'emploi (exonérations de cotisations, actions de formation...) souligne la volonté de soutien du marché du travail. Les relèvements de taux des cotisations de chômage et de certains impôts (cotisation sociale généralisée, taxe intérieure sur les produits pétroliers, taxes

sur les tabacs et alcools, fonds de garantie des salariés, etc.) intervenus en 1993 assurent une croissance des recettes fiscales et sociales de 2,4 %, malgré le repli de l'activité qui pèse fortement sur l'assiette des contributions. Le taux de prélèvements obligatoires progresse ainsi de 43,6 % en 1992 à 44,0 %. Toutefois, c'est insuffisant pour équilibrer les comptes publics. Du fait de l'évolution de la charge de la dette et de la tendance à la hausse des prestations d'assurance maladie et de retraite, la dégradation est en partie structurelle. Malgré des efforts pour contenir les budgets de fonctionnement, les besoins de financement de l'État et de la sécurité sociale se creusent encore, atteignant respectivement 334 milliards et 92 milliards de francs. En revanche, les collectivités locales redressent leur situation financière grâce à une accélération de la fiscalité locale et à un ralentissement des dépenses d'équipement.

Au total, le besoin de financement des administrations publiques s'établit à 5,8 % du PIB.

### Stagnation du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages

Dans le revenu des ménages, seules les prestations sociales maintiennent leur croissance des années précédentes. Les revenus salariaux nets n'augmentent plus que de 1,2 %, du fait de la contraction des effectifs et du ralentissement des salaires par tête. L'excédent d'exploitation des entrepreneurs individuels non agricoles stagne (+ 0,4 %). Celui des agriculteurs recule de 3,5 % : les baisses de prix agricoles ont été générales, et ne se sont pas limitées aux produits concernés par la réforme de la politique

agricole commune, pour lesquels le versement en fin d'année de 17 milliards de francs d'aides communautaires est venu compenser la baisse des prix garantis. Enfin, les revenus financiers des ménages autres que ceux tirés de l'assurance-vie plafonnent, notamment à cause du repli des taux d'intérêt.

Le relèvement de la cotisation sociale généralisée et la croissance des taxes foncières accroissent la charge fiscale des ménages. Au total, leur revenu disponible ralentit nettement (+ 3,0 % après + 4,7 % en 1992), ce qui correspond à une faible progression du pouvoir d'achat (+ 0,6 %). Ce tassement du revenu accompagne celui de la consommation : la progression continue du taux d'épargne des ménages depuis 1987 se retourne dans le courant de l'année 1993.

L'établissement des comptes nationaux pour 1993 s'est heurté à des difficultés spécifiques liées soit à des ruptures dans les séries statistiques de base, soit au fait que les outils habituels sont moins performants dans la conjoncture très particulière (récession, baisse de certains prix) de l'année décrite.

La modification du mode d'enregistrement des échanges extérieurs de biens à la suite de la mise en place d'Intrastat, a introduit des discontinuités dans les données douanières et dans la Balance des paiements.

L'existence de rabais spécifiques importants sur certains produits est difficile à prendre en compte dans les indicateurs de prix, mais doit être retracée pour décrire un partage cohérent entre évolution en volume et évolution en prix des agrégats.

Pour respecter la cohérence et la continuité des séries, des estimations (nécessairement forfaitaires) de ces effets ont été introduites dans les comptes nationaux, qui se sont ainsi ponctuellement écartés des sources de référence.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

**A RETOURNER A : INSEE-CNGP, B.P. 2718, 80027 AMIENS CEDEX 01**

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE

1 an, 60 numéros = 480 F. (France)  600 F. (Etranger)  764 F. (Etranger par avion)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Francs par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ F.

Date : \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Direction Générale :

18, Bd Adolphe Pinard

75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Paul Champsaur

Rédacteur en chef :

Baudouin Seys

Rédacteurs : P. Franceschi,

M. Garo, V. Gulhard, C. Duion

Maquette : J.-L. Pan Ké Shon

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 1994



**INSEE**

INSTITUT NATIONAL

DE LA STATISTIQUE

ET DES ÉTUDES

ÉCONOMIQUES